

## CURRICULUM VITAE

Nom et prénoms	WOLOU Sourou
Date de naissance	31 décembre 1967
Sexe	Masculin
Nationalité	Togolaise
Adresse permanente	15 B.P : 24 - Lomé 15 - Togo Tél : + 228 90 10 92 52
Adresse mail	noelwolou@yahoo.fr
<b>FORMATION</b>	
<b>1997</b>	<b>Doctorat en droit</b> , Université Robert Schuman de Strasbourg (France) <i>Thème de la thèse : « La charte africaine des droits de l'homme et des peuples »</i>
<b>1992</b>	<b>Diplôme d'Etudes Approfondies en droit (DEA)</b> , Université Robert Schuman de Strasbourg (France). <i>Thème de mémoire : « La protection internationale des droits des peuples autochtones »</i>
<b>1991</b>	<b>Maîtrise en droit</b> , option carrière administrative, Université du Bénin, aujourd'hui Université de Lomé (Lomé, Togo) <i>Thème de mémoire : « Une nouvelle donne dans les relations ACP/CEE : les droits de l'homme »</i>
<b>1990</b>	<b>Licence en droit</b> , option carrière administrative, Université du Bénin, aujourd'hui Université de Lomé (Lomé, Togo)
<b>1987</b>	<b>Baccalauréat, série A4</b> , Lycée d'Atakpamé (Togo)
<b>QUELQUES IMPORTANTES FORMATIONS SUIVIES</b>	
<b>2009-2012</b>	Plusieurs séminaires suivis dans le cadre de la justice transitionnelle comme « La justice transitionnelle », « La protection des victimes et témoins », « L'organisation des audiences dans le cadre de la justice transitionnelle » ; « Le programme de réparation dans le cadre de la justice transitionnelle », etc.
<b>7 au 8 juillet 2008</b>	Formation sur les techniques de rédaction et de présentation des rapports nationaux sur les droits de l'homme
<b>19 septembre au 14 octobre 2005</b>	Stage de formation à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de Paris (France) sur « <i>La protection des droits de l'homme</i> ».
<b>8 au 12 novembre 2004</b>	Formation sur le suivi des recommandations des organes des traités à Genève (Suisse), organisée par le Haut-Commissariat

aux Droits de l'Homme des Nations Unies.

### PRINCIPAUX DOMAINES DE COMPETENCES

➤ **Droits de l'homme :**

- investigation et traitement des plaintes de violations des droits de l'homme ;
- surveillance et établissement des rapports sur la situation des droits de l'homme ;
- études et enquêtes sur des thématiques des droits de l'homme ;
- renforcement des capacités en droits de l'homme ;
- mise en place et renforcement de capacités des institutions nationales et des organisations des droits de l'homme ;
- expertise législative en droits de l'homme ;
- élaboration de plans stratégiques et plans d'action en droits de l'homme ;
- évaluation de la mise en œuvre de plans stratégiques et de plans d'action ;
- coordination, planification et mise en œuvre de projets ou d'activités
- etc.

➤ **Justice transitionnelle**

- coordination et organisation des différentes phases d'activités en justice transitionnelle ;
- renforcement des capacités en justice transitionnelle ;
- établissement de rapports ;
- élaboration de plans stratégiques et plans d'action en justice transitionnelles ;
- etc.

➤ **Elections**

- Observations électorales

### ***PRESENTATION SOMMAIRE DES EXPERIENCES PROFESSIONNELLES***

*1<sup>er</sup> décembre 2017 à date*

**Secrétaire Exécutif, Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) du Togo**

Le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) est une institution chargée de mettre en œuvre les recommandations de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation du Togo (TJRC) créée en 2009.

Auparavant, j'avais travaillé comme Secrétaire Exécutif de cette Institution.

A ce titre, je suis responsable de la coordination et de l'appui à la mise en œuvre du programme de réparation des victimes des violations et abus des droits de l'homme qui ont eu lieu de 1958 à 2005 au Togo.

### **Mes responsabilités**

- Coordination de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans d'action annuels pour l'accompagnement psycho-médical des victimes les plus vulnérables identifiées par le HCRRUN.
- Coordination du suivi des victimes nécessitant un traitement à moyen et long terme.
- Coordination des activités d'indemnisation de toutes les victimes de violations des droits de l'homme et d'abus de 1958 à 2005 qui sont passées devant de la Commission vérité, justice et réconciliation.
- Coordination de la mise en œuvre des activités de réparations communautaires
- Coordination de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan d'action annuel de renforcement des capacités des acteurs socioprofessionnels pour soutenir le HCRRUN dans sa mission ainsi que des activités de sensibilisation sur le processus de justice transitionnelle
- Diffusion des instruments internationaux des droits de l'homme pertinents pour le processus de justice transitionnelle.
- Suivi et revue de la mise en œuvre du programme de réparation et proposition de stratégies et d'options pour une meilleure exécution.
- Rédaction de rapports réguliers et ad 'hoc sur les activités du HCRRUN.

### **Réalisations**

- Le programme de réparations déjà disponible, ma tâche a d'abord été de coordonner et de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans d'action du HCRRUN. Ainsi, j'ai coordonné et participé activement à l'élaboration des plans d'action pour 2018, 2019 et 2020. C'est le cas de la mise en œuvre de ces plans d'action. Ainsi, de décembre 2017 à ce jour, j'ai planifié et coordonné l'identification d'environ 350 victimes les plus vulnérables à travers le pays, et leur prise en charge à travers la fourniture d'un soutien psycho-médical et d'une compensation financière (indemnisation). Ces victimes vulnérables ont le plus souvent été victimes de graves atteintes à leur intégrité physique, soit par des armes blanches, soit par des armes conventionnelles.
- En plus des victimes vulnérables, j'ai également planifié et coordonné en relation avec d'autres divisions du HCRRUN, l'identification et la prise en charge des victimes «non vulnérables». Pour ces victimes, de décembre 2017 à ce jour, j'ai

	<p>coordonné l'identification de plus de 9000 victimes à travers le pays qui ont bénéficié de leurs indemnisations ; elles n'ont pas reçu de traitement médical mais seulement un suivi psychologique lors de leur indemnisation.</p> <p>Dans les deux cas de prise en charge (victimes vulnérables ou «victimes non vulnérables»), une attention particulière est accordée aux femmes et aux enfants, qu'ils soient directement victimes ou qu'ils en soient des ayants droit, notamment un soutien psychologique et à plus ou moins long terme pour les aider à retrouver leur dignité. Le projet de leur prise en charge scolaire desdits enfants est en cours d'étude.</p> <p>À cet égard, j'ai coordonné et participé à l'élaboration d'une stratégie de suivi des victimes nécessitant un soutien à moyen ou long terme et soutenir sa mise en œuvre.</p> <p>Cet accompagnement implique une large équipe composée de médecins de diverses spécialités, psychologues, huissiers de justice, comptables, personne-ressource et autres spécialistes.</p> <p>- J'ai également coordonné et participé à l'élaboration des plans d'action 2018, 2019 et 2020 pour renforcer les capacités d'acteurs tels que les journalistes, les comités locaux de paix, les huissiers de justice, les acteurs gouvernementaux, les organisations de la société civile et d'autres groupes sur la justice transitionnelle. Outre le développement, la coordination de la mise en œuvre desdits plans et des activités me revient en relation avec les autres départements concernés du HCRRUN.</p> <p>- En plus du volet indemnisation des victimes, je participe activement à la mise en œuvre des activités liées aux réparations communautaires, en particulier des rencontres d'échanges communautaires pour la pacification des communautés, l'intégration sociale des victimes, la construction de bâtiments communautaires, etc.</p> <p>- Organisation de retraites pour évaluer la mise en œuvre des plans d'actions: l'élaboration d'un plan d'action est toujours précédée d'une retraite d'évaluation sur l'exécution du plan pour l'année écoulée. C'est ainsi que j'ai coordonné et participé activement aux retraites d'examen des plans d'action 2018 et 2019.</p> <p>- Mes responsabilités étant également la rédaction de rapports, j'ai rédigé ou coordonné la rédaction de plusieurs types de rapports dont des rapports de formation, des rapports d'évaluation et de planification de plans d'actions ou d'activités, des réunions avec des partenaires, etc.</p>
<p><b>8 au 12 octobre 2018</b></p>	<p><b>Ecole Internationale de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye, Expert Formateur</b></p>

	<p>Ecole de droit malien, l'Ecole Internationale de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye est spécialisée dans la formation et le renforcement des capacités pour tout ce qui a trait au maintien de la paix. Cette formation qui a regroupé vingt-quatre participants (société civile, administration publique, Officiers des forces de l'ordre et de sécurité, Missions des Nations Unies, PNUD, Croix Rouge, magistrature, etc.) issus de treize pays a porté sur la justice transitionnelle. Elle a été encadrée par un collège de trois personnes auquel je faisais partie. Les sous thèmes développés au cours de cette formation ont été :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la notion de justice transitionnelle ;</li> <li>- les piliers de la justice transitionnelle : <ul style="list-style-type: none"> <li>* le droit de savoir ou le droit à la vérité,</li> <li>* le droit à la justice,</li> <li>* le droit à la réparation,</li> <li>* les garanties de non répétition ;</li> </ul> </li> <li>- l'interdépendance la complémentarité des piliers de la justice transitionnelle ;</li> <li>- les poursuites judiciaires ;</li> <li>- les Commissions de vérité : cas du Togo, du Burkina Faso et du Mali,</li> <li>- les mécanismes africains traditionnels et justice transitionnelle ;</li> <li>- les facteurs de succès d'un processus de justice transitionnelle.</li> </ul> <p>Ces sous-thèmes ont été alternés d'exercices en sous-groupes. Les résultats ont été restitués en plénière.</p>
<p><b>8 septembre 2015 au 30 juin 2017</b></p>	<p><b>Consultant international, Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH),</b> J'ai été recruté par la MINUSTAH et affecté au Bureau de l'Office de la protection des Citoyens (OPC) d'Haïti, l'institution nationale pour la promotion et la protection des droits de l'homme d'Haïti.</p> <p><b>FONCTIONS:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Évaluation de la mise en œuvre du plan stratégique de l'OPC (2010-2015).</li> <li>- Élaboration du plan stratégique OPC (octobre 2016 à septembre 2019).</li> <li>- Élaboration du plan d'action annuel de l'OPC (octobre 2016 à septembre 2017).</li> <li>- Coordination et suivi de la mise en œuvre du plan d'action annuel de l'OPC (octobre 2016 à septembre 2017).</li> <li>- Point focal de la Section Droits de l'Homme de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti à l'OPC.</li> <li>- Renforcement des capacités du personnel de l'OPC en matière de droits de l'homme et mise en œuvre du plan stratégique et des</li> </ul>

plans d'action annuel.

- Participation aux activités de l'OPC, y compris le suivi et l'établissement de rapports sur la situation des droits de l'homme en Haïti et Renforcement des capacités des différents acteurs socio-professionnels.

### **RÉALISATIONS**

- J'ai d'abord rédigé un rapport d'évaluation sur la mise en œuvre du plan stratégique 2010-2015 de l'Office de la Protection du Citoyen. Ce rapport décrit les efforts de cette institution visant à renforcer ses capacités pour lui permettre de remplir son mandat de promotion et de protection des droits de l'homme en Haïti, ainsi que les activités de promotion et de protection au cours de cette période. Ce rapport a également mis en évidence les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ce plan stratégique et recommandations qui ont été faites.

- Ensuite, j'ai rédigé le plan stratégique triennal du CPVP (octobre 2016-septembre 2019) ainsi que le plan annuel plan d'action (octobre 2016 à septembre 2017). Le plan stratégique décrit les principales priorités de l'OPC en termes de promotion et protection des droits de l'homme dans le pays, y compris les questions de genre en vue d'intégrer l'égalité. Il met également l'accent sur la création de structures régionales et locales pour améliorer l'accessibilité de l'OPC à la population. Il a également mis un accent particulier sur la participation de l'OPC en tant qu'institution nationale pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans les organes internationaux et régionaux des droits de l'homme.

- J'ai participé activement à la mise en œuvre du plan d'action 2016-2017 de l'Institution, en particulier dans les domaines où La MINUSTAH et le PNUD ont fourni un appui substantiel, en particulier un appui financier. À cet égard, j'ai fourni un soutien technique aux projets et activités non seulement pour la promotion et la protection des droits de l'homme, mais aussi pour le renforcement de la structure. Ainsi, pour une plus grande accessibilité de l'OPC aux populations en vue d'une meilleure promotion et la protection des droits de l'homme dans le pays, j'ai suivi le projet de construction par le projet conjoint MINUSTAH / PNUD de Structures OPC dans les régions. Ainsi, j'ai activement contribué à l'élaboration des termes de référence, au suivi de la publication desdits termes ainsi que la présélection des entreprises pour construire lesdites structures. Je n'ai pas pu continuer en raison à la fin de mon contrat au titre de la fin du mandat de la MINUSTAH.

En tant que point focal de la Section des droits de l'homme de la MINUSTAH au sein de l'OPC, j'ai fourni un appui technique et

	<p>administratif la mise en œuvre du projet conjoint MINUSTAH / PNUD, notamment: la formation du personnel et des enfants du Centre pour la réintégration des mineurs en conflit avec la loi; formation du personnel de l'OPC ainsi que du personnel du système pénitentiaire.</p> <p>- J'ai également contribué aux activités suivantes: rédaction du rapport annuel combiné de l'OPC (2012-2016), suivi de la situation des droits de l'homme dans les prisons et au niveau des commissariats de police dans le but de faire respecter les droits des personnes détenues, éviter les détentions provisoires excessive et les détentions arbitraires. Cette surveillance des lieux de détention s'est concentrée sur les problèmes des femmes et a permis de prendre en compte des aspects spécifiques comme le cas de femmes enceintes; organisation et / ou participation de / à la formation, à la sensibilisation ou au renforcement des capacités sur les droits de l'homme mais aussi sur les droits des femmes pour les agents de l'OPC, les agents de l'administration pénitentiaire, les enfants en conflit avec la loi, les étudiants, la police, etc.</p> <p>- J'ai également joué un rôle important dans le suivi de la participation de l'OPC à certaines sessions au niveau des Nations Unies, en particulier les sessions de l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme et la session sur les droits de l'enfant en 2017.</p>
<p><b>17 juin 2013 au 31 août 2015</b></p>	<p><b>Secrétaire administratif de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) du Togo</b> (Institution nationale pour la promotion et la protection des droits de l'homme).</p> <p><b>Fonctions :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la coordination du Secrétariat Exécutif de l'Institution</li> <li>- Assurer les tâches pratiques nécessaires pour atteindre les objectifs de la Commission, notamment organiser et coordonner la mise en œuvre des activités de promotion et de protection des droits de l'homme, y compris les groupes vulnérables dont les enfants et les femmes</li> <li>- Coordonner et participer à l'élaboration des plans stratégiques et d'action de la Commission</li> <li>- Proposer des stratégies pour favoriser les relations avec le gouvernement, le parlement et la justice afin de promouvoir les droits de l'homme dans le pays</li> <li>- Assister les membres de la Commission et participer à l'examen des plaintes pour violations des droits de l'homme, ainsi qu'aux enquêtes et aux processus de</li> </ul>

	<p>réparation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assister aux réunions du Bureau exécutif et de la Commission et fournir des conseils sur les sujets à l'ordre du jour</li> <li>- Préparer les rapports du Bureau exécutif et des séances plénières de la Commission</li> <li>- Coordonner et préparer les rapports d'activités, les rapports annuels de la Commission, les rapports sur la situation des droits de l'homme dans le pays</li> <li>- Faciliter les partenariats entre la Commission et les organisations de la société civile et les partenaires techniques et financiers pour la promotion et la protection des droits de l'homme</li> <li>- Superviser le personnel de la Commission.</li> </ul> <p><b>Réalisations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- J'ai été l'acteur central pour le travail quotidien du Secrétariat Exécutif.</li> <li>- J'ai coordonné et participé à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans d'action et des activités de la CNDH pour 2013, 2014 et 2015. Ces plans d'action en matière de promotion et de protection des droits de l'homme ont toujours mis un accent particulier sur les droits des femmes et des enfants en raison de leur vulnérabilité.</li> <li>- J'ai coordonné et contribué activement à la rédaction de plusieurs rapports, à savoir les procès-verbaux du Bureau exécutif et des séances plénières de la Commission, ses rapports annuels (2012, 2013 et 2014), les rapports d'observation des élections (2013 et 2015), les rapports thématiques (rapport sur la situation carcérale) et des rapports sur la situation des droits de l'homme dans le pays (exemple : rapport sur les violences électorales de 2015), etc.</li> <li>- J'ai coordonné et participé à l'exécution d'activités de promotion des droits de l'homme à travers le pays pour divers groupes: femmes, enfants, étudiants, fonctionnaires, policiers et forces l'ordre et de sécurité, acteurs judiciaires journalistes avec l'élaboration des programmes en la matière. Ces activités portent sur la sensibilisation mais aussi par des renforcements de capacités de certains acteurs clés comme les forces de l'ordre et de sécurité, les acteurs judiciaires, les OSC qui jouent un rôle important dans le respect des droits de l'homme. Ainsi, des programmes spécifiques dont les questions du genre ont été conçus pour ces diverses catégories d'acteurs. Sous</li> </ul>
--	---

	<p>mon leadership, les activités de promotion des droits de l'homme ont conduit à la création de clubs des droits de l'homme dans les écoles secondaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En matière de protection, j'ai été l'un des principaux acteurs des activités de protection en examinant et en formulant, en relation avec la division protection, des recommandations sur la recevabilité des plaintes enregistrées et les actions à mener. Ainsi, j'ai activement coordonné et participé à des enquêtes sur ces allégations sur saisine ou auto-saisine de la Commission.</li> <li>- J'ai coordonné et participé à l'élaboration et à la mise en œuvre des activités du monitoring des droits de l'homme à travers à la surveillance des lieux de détention (prisons, commissariats de police, gendarmerie) dans tout le pays, et des frontières terrestres pour s'assurer du respect des droits des personnes détenues. Ces suivis sanctionnés par des rapports et des recommandations mettent également des accents particuliers sur le cas des femmes et des enfants à des traitements spécifiques compte tenu de leurs besoins particuliers.</li> <li>- Mon leadership a contribué au renforcement des partenariats entre la Commission et les organisations de la société civile et à la coordination de réunions régulières pour discuter des stratégies efficaces de promotion des droits de l'homme. C'est ainsi que des activités conjointes sont parfois organisées pour la sensibilisation ou le renforcement de capacités des acteurs, y compris sur les questions des droits des femmes, c'est-à-dire sur les questions du genre.</li> <li>- J'ai contribué à l'interaction positive de la Commission avec les partenaires techniques et financiers au Togo tels que le HCDH, le Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest de l'OIF (BRAO), le PNUD, l'Union européenne, le HCR, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance.</li> <li>- J'ai supervisé environ 60 membres du personnel de l'institution y compris le recrutement des agents pour renforcer le staff de la Commission. Dans le cadre de ces recrutements, un accent a été mis sur le genre en vue de l'établissement de l'égalité afin que les femmes soient représentées.</li> </ul>
<p><b>15 octobre 2009 au 8 avril 2013</b></p>	<p><b>Secrétaire administratif de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) et du Comité de Clôture des Activités de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation du Togo : justice transitionnelle.</b></p>

Mes responsabilités :

- Assister le Président dans la gestion de la Commission
- Assurer la préparation et le suivi des rapports de la Commission
- Tenir les procès-verbaux des réunions
- Coordonner le Secrétariat Exécutif
- Effectuer les tâches pratiques nécessaires pour atteindre les objectifs de la Commission
- Coordonner et participer à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan stratégique et des plans d'action
- Proposer des stratégies de relations avec le gouvernement, le Parlement et les Institutions judiciaires afin de promouvoir la réconciliation nationale dans le pays
- Organiser et participer aux réunions du Bureau Exécutif et des plénières de la Commission, et assister les commissaires dans leurs délibérations
- Préparer les procès-verbaux des réunions du Bureau Exécutif et des plénières de la Commission, superviser ou préparer les rapports thématiques et annuels de la Commission, les rapports sur la situation des droits de l'homme dans le pays
- Assurer la mise en œuvre des décisions du Bureau Exécutif, des Sous-commissions et de la Commission entière
- Faciliter l'établissement de partenariats et de relations de travail entre la Commission et les partenaires techniques et financiers, les organisations de la société civile et les journalistes
- Gérer le personnel de la Commission

#### RÉALISATIONS

- En 2009, j'ai coordonné et participé à l'élaboration du plan stratégique de la Commission. De ce plan sont issus des plans d'actions dont j'ai également coordonné l'élaboration. Ces plans détaillent les différentes phases qui ont conduit la Commission à atteindre ses objectifs. Le mandat de la Commission ayant été renouvelé deux fois, ces plans d'action ont été adaptés pour tenir

compte de l'impératif de temps. Tout en prenant en compte les victimes en général, ils ont mis un accent particulier sur les femmes et les enfants pour leur permettre de participer au processus sans trop de crainte.

- J'ai coordonné et participé à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets d'activités de la Commission sur la sensibilisation du public à son mandat et aux questions de justice transitionnelle.

- J'ai coordonné et participé à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets d'activités sur le renforcement de capacités sur plusieurs thèmes dont: le mandat de la Commission, la justice transitionnelle, la collecte des dépositions, le traitement des déclarations, la protection des victimes, les auditions des victimes, les enquêtes, le rôle des différents acteurs dans le soutien à la Commission, etc.

Ces activités ont nécessité l'élaboration d'un programme de formation englobant les thèmes susmentionnés et s'adressaient à différents acteurs: la population en général, les étudiants, les agents de l'administration publique, les forces de l'ordre et de sécurité, les acteurs judiciaires, les chefs traditionnels, les organisations de la société civile (y compris les ONG de femmes), les journalistes, les syndicats, les membres et le personnel de la Commission, etc.

- Sous ma coordination et / ou ma participation effective et la supervision du Président de la TJRC, les différentes phases des activités ont été mises en œuvre avec succès (levée de fonds, sensibilisation, renforcement des capacités, collecte des dépositions, traitement des dépositions, audiences publiques et privées, investigations, préparation des rapports, etc.):

- coordination du travail des agents de recueil des dépositions : plus de 22 000 dépositions ont été recueillies
- coordination et participation à l'analyse des témoignages enregistrés et leur classement par catégorie de droits de l'homme violés
- coordination des travaux de l'équipe chargée d'enquêter sur les violations alléguées
- coordination et participation aux audiences publiques et privées : 508 victimes ont été entendues en audiences
- coordination et participation à la préparation du rapport final de

	<p>la Commission: au total, 4 volumes ont été rédigés. En plus du rapport final, j'ai rédigé et / ou coordonné la rédaction des rapports des différentes activités de sensibilisation, de renforcement des capacités ou d'autres réunions organisées par la Commission</p> <p>- Gestion du personnel: le travail à la Commission a mobilisé plus de 120 personnes dont la gestion m'incombait. À ce nombre, il faut ajouter des Experts nationaux et internationaux et autres personnes ressources. Ce personnel a été recruté et j'ai coordonné et participé au processus. Dans le cadre de ces recrutements, un accent particulier a toujours été mis sur le genre en vue d'établir l'égalité dans le recrutement.</p> <p>- J'ai organisé et participé aux réunions hebdomadaires de la Commission et du Bureau Exécutif, rédigé leurs procès-verbaux et assuré le suivi et la mise en œuvre des décisions qui en résultent. Un soutien quotidien a également été apporté aux 5 sous-commissions créées par la Commission.</p> <p>- J'ai contribué à l'interaction positive de la Commission avec des partenaires techniques et financiers tels que le Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest de l'OIF, le PNUD, le HCDH, l'Union Européenne, l'Ambassade de France, l'Ambassade d'Allemagne, des organisations de la société civile, des journalistes, des avocats et des institutions étatiques telles que le ministère de la défense, le ministère de la sécurité, le parlement, les institutions judiciaires.</p>
<p><b>22 juin 2009 au 21 juillet 2009</b></p>	<p><b>Consultant national recruté par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) Togo</b></p> <p><b>Responsabilités</b></p> <p>Finaliser les 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> rapports périodiques combinés du Togo sur la mise en œuvre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDEF)</p> <p><b>Réalisations</b></p> <p>Sur la base d'un document initial, j'ai effectué des recherches documentaires, rencontré les institutions et toute personne habilitée à fournir des informations, rédigé un projet de rapport qui a été validé lors d'un atelier national organisé à cet effet.</p>

12 août 2003  
au  
15 octobre 2009

**Membre du personnel de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) du Togo, Conseiller Spécial du Président de la CNDH puis Secrétaire Administratif par intérim de ladite Institution.**

Responsabilité

COMME CONSEILLER

-Examen pour avis principalement juridiques sur des dossiers relatifs à la promotion et à la protection des droits de l'homme en relation avec la mission de la Commission nationale des droits de l'homme

EN TANT QUE SECRÉTAIRE EXÉCUTIF P.I.

- Assurer la coordination du Secrétariat Exécutif
- Effectuer les tâches pratiques nécessaires pour atteindre les objectifs de la Commission, y compris l'organisation et la coordination de la mise en œuvre des activités de promotion et de protection des droits de l'homme, y compris les groupes vulnérables dont les enfants et les femmes
- Coordonner et participer à l'élaboration des plans stratégiques et plan d'action de la Commission
- Proposer des stratégies pour promouvoir les relations avec le gouvernement, le parlement et les institutions judiciaires afin de promouvoir les droits de l'homme dans le pays
- Assister les Membres de la Commission et participer à l'examen des plaintes pour violations des droits de l'homme, ainsi qu'aux enquêtes et aux processus de réparation
- Assister aux réunions du Bureau Exécutif et de la Commission et fournir des conseils sur les sujets à l'ordre du jour
- Préparer les rapports du Bureau Exécutif et des séances plénières de la Commission
- Coordonner et préparer les rapports d'activités, les rapports annuels de la Commission, les rapports sur la situation des droits de l'homme dans le pays
- Faciliter les partenariats entre la Commission et les partenaires techniques et financiers et les organisations de la société civile
- Superviser le personnel de la Commission.

RÉALISATIONS

- J'ai coordonné et participé à l'élaboration du plan stratégique et de des plans d'action annuels de la Commission (2003-2009) sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le pays avec un accent particulier sur les droits des femmes et les droits des enfants.
- J'ai coordonné et participé à la rédaction de plusieurs rapports: rapports des réunions du Bureau exécutif et des séances plénières de la Commission, rapports thématiques sur la situation des droits de l'homme dans le pays, rapports d'enquête sur les allégations de violations des droits de l'homme et rapports annuels d'activités de

la CNDH de 2003 à 2008, rapports d'observations faites par la Commission lors des élections de 2003, 2005 et 2007

- J'ai été membre du Comité national chargé de rédiger les rapports initiaux et périodiques du Togo aux organes des traités (de 2005-2009). J'ai été retenu par le PNUD pour finaliser la rédaction des 6e et 7e rapports combinés du Togo sur la CEDEF. J'ai contribué aux activités de suivi et de mise en œuvre liées aux recommandations faites par les organes à l'État togolais

- J'ai coordonné et supervisé le fonctionnement et les activités des services techniques dont la Division femmes et des enfants

- J'ai coordonné, planifié et participé à la mise en œuvre des stratégies et plans d'action de la Commission (2003-2009) :

- activités de promotion à l'endroit de divers groupes : apprenants, fonctionnaires, forces de police et de sécurité, forces de défense, magistrats, journalistes, organisation de la société civile y compris les ONG de femmes. Ces activités comprennent des activités de sensibilisation, le renforcement des capacités, la commémoration des journées des droits humains (y compris la Journée internationale des droits de la femme ou Journée des droits de la femme africaine), des conférences .... cela comprenait la participation aux observations des élections de 2003, 2005 et 2007, observations que j'ai coordonnées et qui ont été sanctionnées par des rapports.

Dans ce domaine, outre les droits de l'homme en général, j'ai supervisé les activités de la Division des droits des femmes. Ainsi, des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités ont été menées en direction de différentes couches, d'autant que culturellement, les femmes au Togo ne jouissent pas des mêmes droits que les hommes surtout en ce qui concerne le droit à l'héritage

Ces activités ont généralement fait l'objet d'un programme de formation dont nous avons coordonné l'élaboration et la mise en œuvre.

- les activités de protection en examinant et en formulant des recommandations sur la recevabilité des plaintes. Ainsi, j'ai activement coordonné, participé et aidé les Membres de la Commission dans les enquêtes sur ces allégations avec des propositions de résolution au cas où la violation s'avérait fondée. J'ai également coordonné et participé à la surveillance des lieux de détention pour le respect des droits des personnes en détention et à de meilleures conditions de détention, avec un accent particulier sur les droits des femmes

- J'ai contribué à:

- renforcer les partenariats entre la Commission et les organisations de la société civile, et coordonner des réunions régulières pour discuter des stratégies efficaces de promotion des

	<p>droits de l'homme, y compris les droits des femmes et des enfants</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'interaction positive de la Commission avec les partenaires techniques et financiers dont l'OIF à travers son Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest, le HCDH, le PNUD, l'Union Européenne, le HCR, l'UNICEF...</li> <li>- J'ai organisé et assisté à des réunions hebdomadaires et mensuelles respectivement du Bureau exécutif et de la Commission et contribué à rationaliser les méthodes de travail et à garantir l'efficacité de la Commission dans le traitement des questions pertinentes relatives aux droits de l'homme. J'ai assuré la mise en œuvre et le suivi des décisions du Bureau Exécutif et de la Commission Plénière.</li> <li>- J'ai supervisé le personnel de la Commission y compris la participation au recrutement au cours duquel une importance capitale est accordée à la représentation du genre.</li> </ul>
<b>Oct. 2003 à août 2015</b>	<p><b>Chargé de cours aux départements d'anthropologie, de philosophie et de sociologie des Universités publiques du Togo (Lomé et Kara).</b></p> <p>Unités d'Enseignement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les droits de l'homme</li> <li>- les droits de l'homme en Afrique</li> <li>- le quatrième pouvoir</li> <li>- le droit à l'information</li> <li>- le droit et les normes sociales</li> <li>- le droit et les normes sociales en Afrique.</li> </ul>
<b>Langues</b>	<p><b>Français :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- écrit : courant</li> <li>- lecture : courant</li> <li>- conversation/compréhension : courant</li> </ul> <p><b>Anglais :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- écrit : Confiant</li> <li>- lecture : courant</li> <li>- conversation/compréhension : confiant</li> </ul>
<b>Personnes de référence</b>	<p><b>1- Giuseppe CALANDRUCCIO</b> Ancien Chef de la Section des Droits de l'Homme de la Mission des Nations Unies pour l'Appui à la Justice en Haïti (MINUJUSTH), Ancien Représentant du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies en Haïti E-mail. : giuseppe.calandruccio@gmail.com</p> <p><b>2- Mme Florence ELIE</b> Ancienne Protectrice du Citoyen, Office de la Protection du Citoyen (OPC) d'Haïti</p>

Tél. +509 37 02 79 24  
E-mail : elieflore@gmail.com

**3- Monseigneur Nicodème BARRIGAH-BENISSAN**

Archevêque de Lomé  
Ancien Président de la Commission Vérité, Justice et  
Réconciliation (CVJR) du Togo  
Tél. : +228 90 11 97 99  
E-mail : nicodemeb@hotmail.com

**4- Komi GNONDOLI**

Ancien Président de la Commission Nationale des Droits  
de l'Homme du Togo  
Conseiller en droits de l'Homme (PNUD Burundi)  
Tél. : +250786674241  
E-mail : komi.gnondoli@one.un.org

**Date : JANVIER 2021**